Nous devons nous rendre compte que nous pouvons atteindre une bonne part des débouchés en Amérique du Sud en passant par les ports du Pacifique. Nous semblons croire que ces derniers peuvent servir uniquement aux envois de blé à la Chine et à l'expédition de houille et de produits pétrochimiques au Japon, et nous oublions que ces ports constituent la porte d'entrée non seulement aux marchés de l'Ouest américain mais aussi à de nombreux débouchés possibles en Amérique du Sud. Nous avons donc toutes les raisons au monde de nous intéresser davantage au Pacifique et d'élargir les cadres de notre politique intéressant ce secteur.

Dans la dernière page du discours dont j'ai parlé tout à l'heure, M. Smith fait l'esquisse de ce qu'il considère comme l'attitude du Japon à l'égard de son essor dans un monde où les relations commerciales sont déterminées par les changements économiques et les progrès technologiques. Les points qui constituent, selon lui, les objectifs du gouvernement japonais devraient, à mon sens, inspirer notre propre politique. Voici certaines réalisations du Japon qu'il a signalées et je crois que nous devrions les examiner attentivement et peut-être même chercher à en faire autant.

—la faculté, chez les dirigeants dans les domaines publics et privés de l'économie, de penser en fonction des probabilités et des possibilités économiques à long terme, et non seulement en fonction des possibilités et des problèmes à court terme;

—une idée générale au sujet des possibilités et des principaux obstacles à leur réalisation;

—une compréhension générale du processus de l'expansion économique, étayée par une analyse économique objective et intelligente;

—une acceptation générale des incertitudes et des tensions provoquées par les adaptations rapides au changement, ce qui est une particularité inévitable d'une rapide croissance économique; et

—un empressement général à appuyer les programmes du gouvernement destinés à favoriser l'expansion économique.

Si tel est le fondement de la politique japonaise et si les Japonais acceptent ces principes dans les secteurs public et privé pour réaliser leurs objectifs, nous devons alors les examiner en vue de les utiliser comme fondement de notre propre politique, car le Japon a connu l'expansion économique et industrielle la plus rapide au monde durant la période d'après-guerre.

Dans ce contexte, pensons à l'expansion de la marine marchande et des chantiers maritimes du Japon. Ce sont des résultats spectaculaires que nous, de la région du Pacifique, connaissons très bien. Nous voyons ces navires dans nos ports. Nous voyons le volume de denrées qu'ils transportent vers tous les ports du monde. Nous savons la force que les Japonais représentent comme acheteurs de nos produits. En Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, nous

connaissons l'importance de leurs achats chez nous et nous savons très bien que le Japon achète pour environ \$200 millions de plus par année du Canada que le Canada n'achète du Japon. C'est un pays du Pacifique sur lequel nous avons appris à compter beaucoup pour nos échanges commerciaux, mais il y a d'autres pays dans le Pacifique qui, d'ici une dizaine d'années, vont grandir; et même si leur expansion n'est pas aussi rapide, leur économie va s'améliorer assez pour leur permettre de commercer avec nous à peu près à des conditions paritaires. Nos industries de l'Ouest canadien trouveront des occasions splendides d'échange dans ces pays et je suppose que ce sera la même chose pour toute industrie du Canada qui a formé des techniciens et produit des articles exclusifs au point de pouvoir répondre aux demandes des marchés d'exportation d'un bout du monde à l'autre.

J'estime donc qu'il nous faudrait analyser minutieusement de nouveau tous les éléments de la politique du gouvernement dans le Pacifique si l'on veut que le ministre puisse exploiter pleinement le potentiel commercial de cette région. J'aime à croire que les nouvelles parues ces jours derniers dans les journaux l'ont intéressé et qu'il saura y attirer l'attention de ses collègues, le ministre des Travaux publics et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il paraît, en effet, que le grand glacier de l'anse Tarr, dans l'enclave de l'Alaska, a reculé à tel point que l'anse pourrait bien être libre de glaces jusqu'en Colombie-Britannique, formant ainsi un corridor vers la mer qui nous offrirait la voie de communication la plus courte avec le Pacifique à partir de la région riche en ressources du Sud du Yukon et du Nord de la Colombie-Britannique.

Il pourrait évidemment se poser des problèmes pour acquérir des installations portuaires, peut-être même des établissements de port franc aux États-Unis si la régression des glaces n'est pas assez marquée pour permettre l'aménagement d'un port entièrement en sol canadien. Cette anse pourrait nous procurer un nouveau débouché sur le Pacifique et ouvrirait au commerce une région qui a eu beaucoup de difficulté à écouler ses produits sur le marché mondial, car elle devait les expédier par des ports des États-Unis, payer les frais d'arrimage aux États-Unis et veiller ensuite à les faire parvenir aux débouchés sur le Pacifique. Si nous pouvons acheminer les produits de cette région directement vers l'océan qui constitue la voie de communication maritime la plus courte, au lieu d'avoir à les transporter par chemin de fer jusqu'à des ports plus au sud, nous pourrions alors diminuer les frais d'acheminement des matières premières et des produits manufacturés vers les marchés mondiaux.